Retro News

La Vie à Paris

Tout va bien. — Le sens commun. — Quelques articles de la civilité puérile et honnête. — Une déclaration d'incompétence. — La dame de Verdun. — Le discours de M. Louis Barthou. — Pascal et Swift. — Les Pyrénées, les gros-boutiens et les petits-boutiens. — Les pêcheurs de lune. — De la terre à la lune, de la lune à la terre. — *Précellence* de la langue française.

Il paraît que tout va bien : nous en sommes fort aises. Il paraît qu'avant d'aller bien, tout n'allait pas des mieux : on s'y attendait, ces petites difficultés n'ont surpris personne. Le public, du moins chez nous, est généralement doué de sens commun. Cette épithète l'indique, et je m'excuse du pléonasme : je n'aurais pu l'éviter qu'en tombant dans l'erreur de Descartes, qui se flatte que le *bon sens* soit « la chose du monde la mieux partagée »; mais le public a le sens commun; le public n'est pas idiot; c'est un méchant bruit que font courir les auteurs dramatiques, les soirs qu'ils n'ont pas de succès.

Le public se doutait bien qu'il y aurait quelques divergences d'opinion entre les membres du conseil des Dix, même réduit à quatre, qui est leur plus simple expression. Les gens d'un caractère doux et d'une humeur pateline nous disent : « Si vous souhaitez de rester bien avec vos amis, ne regardez qu'à ce qui vous unit, bannissez de vos entretiens ce qui vous sépare. » C'est là un admirable conseil, et que M. de la Palisse ne manquerait pas de nous donner, s'il était conseilleur; mais cette ordonnance vaut celle des médecins du cœur, qui recommandent à leurs clients d'éviter les émotions ; et le public (doué de sens commun) sait que la première condition pour discuter est de n'être point du même avis, quitte à s'accorder quand les spectateurs, en faisant signe à l'ouvreuse et en réclamant leur vestiaire, donnent à entendre que la pièce a suffisamment duré.

Il sait, le sage public, que les intérêts ne sont jamais si opposés qu'entre parents proches : comment ne le seraient-ils point entre peuples alliés? Aussi ne nous effrayons-nous guère des dissentiments, pourvu qu'ils soient graves : en ce cas, ils s'arrangeront fatalement. Ce qui nous inquiète, et avec raison, c'est les piques : on n'y prend pas garde, ou l'on n'ose les avouer crainte de passer pour douillet, on ne les soigne pas, et elles s'enveniment. N'imitons pas ce fâcheux exemple, et confessons naïvement que nous avons été piqués, le jour qu'on a invité la commission de la Ligue à rédiger le pacte en français et qu'elle s'est déclarée incompétente.

Pour une fois que cette commission se déclarait incompétente, quand elle aurait eu tant de bonnes occasions de le faire et ne l'a point fait, on ne saurait dire qu'elle ait eu la main heureuse. La plus extrême bienveillance ne nous autorise pas à croire qu'elle se soit déclarée incompétente par l'effet d'une juste méfiance de soi et de son orthographe; il est trop évident que cette déclaration d'incompétence, assez cavalière dans la forme, signifie : « Nous avons d'autres chiens à fouetter, soyons sérieux. » Aussi, la France est-elle piquée.

Franchement, elle n'aime pas ces manières-là. Il faut la prendre comme elle est, d'autant qu'on ne peut plus la laisser. Celle que Forain a si magnifiquement appelée la dame de Verdun n'est avare ni de son sang ni de son or et, quoiqu'elle aime d'être bien vêtue, elle ne rougit pas de montrer sa nudité et sa gloire à travers les trous de son manteau. Elle porte l'humble bonnet phrygien, qui n'est toujours pas plus laid que les chapeaux à la mode. Elle a l'orgueil d'être modeste et mesurée dans son langage. Elle ne crie pas du matin au soir, sur les toits : « C'est moi qui ai gagné la guerre! », et il lui suffit d'avoir payé la victoire si cher qu'elle sait bien qu'elle ne l'a pas volée. Mais la dame de Verdun est fière, elle ne demande pas l'aumône, comme l'a dit M. Louis Barthou à la cérémonie de la Sorbonne en l'honneur des écrivains morts pour la patrie, et il y avait sans doute quelque courage à le dire si haut. La dame de Verdun a soif d'égards. C'est son faible. Est-ce un faible?

Les étrangers, même qui nous estiment et nous affectionnent le plus, nous reprochent doucement d'être si ombrageux. Ne le sont-ils pas? On assure que notre ironie les déconcerte, et que c'est notre ton qui nous fait mal juger, plus que nos défauts réels. (Qui n'a les siens?) Les docteurs en psychologie enseignent que jamais des hommes de races diverses ne peuvent se comprendre parfaitement bien : ils ont raison, encore qu'ils abusent un peu de leur théorie de la cloison étanche. Où ils ont tort, c'est quand ils attribuent le malentendu à des causes profondes; car c'est justement par l'essentiel et, si je puis dire, par l'humanité, que les hommes les plus différents se ressemblent; ils ne diffèrent que par la physionomie, les usages et les procédés de la politesse.

Voilà bien ce qui fait le danger de ces petits dissentiments. Pascal a écrit, comme un chacun sait : « Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au delà. » Mais ce n'est qu'un argument pour les sceptiques, et rien ne prouve qu'il soit bon. « Qu'est-ce qu'une vérité, dit encore Pascal (à peu près), qu'une rivière ou une montagne borne? » Ce n'est assurément pas une vérité de la raison; ou bien le désaccord ne serait que passager, le raisonnement interviendrait, ferait céder ceux qui sont au delà ou en deçà de la montagne, et bientôt il n'y aurait plus de Pyrénées. Mais il ne faut point espérer de faire céder les peuples sur ces petits riens qui les divisent et où la raison n'a aucune part. N'est-il pas effrayant que, par exemple, tous les principes de cette bonne éducation dont nous sommes si vains soient des conventions toutes pures et qui n'ont, osons le dire, ni queue ni tête? Il s'ensuit que nous avons beau être affranchis de préjugés ou faire effort, nous ne pouvons nous défendre de tenir pour mal élevés tous les gens qui obéissent à d'autres conventions que nous, d'ailleurs aussi extravagantes.

Cette peste de Swift a beaucoup mieux marqué que Pascal celui des dissentiments humains qui est absolument sans remède, quand il a inventé sa plaisante histoire des Gros-Boutiens et des Petits-Boutiens, c'est-à-dire de ceux qui cassent leurs œufs par le gros ou par le petit bout. Pourquoi, en dépit de toutes les différences et des incompatibilités de caractères, l'idée ne nous viendrait-elle jamais de dire que les Anglais ne savent pas vivre? C'est que, depuis plusieurs siècles, nous avons l'habitude de casser les œufs par le même bout. Tous les peuples ne cassent pas leurs œufs par le même bout. Nous ne disons point pour cela qu'ils ne savent pas vivre : nous sommes si aimable ! C'est eux qui nous retournent le compliment, cela revient au même.

Les gens qui n'ont pas le sourire vont me demander si je me moque du monde, de parler de Gulliver à propos de la Conférence de la paix, et des gros ou des petits bouts à propos d'une déclaration d'incompétence, quand c'est la langue française qui est en cause. Mais, proprement, ce n'est pas elle. Il ne s'agit que du procédé. Nous faisons pour une fois les Brid'oison, et nous grognons : *la fo-orme*. Quant au fond, nous comprenons fort bien qu'on le discute, et nous apercevons même au moins une bonne raison pour que l'on hésite à délibérer en français de certaines choses que l'on délibère.

Tout ne peut pas bien se dire en français, parce que tout ne peut pas bien se penser en français. Le français n'est pas seulement une langue : c'est une méthode. La logique de sa syntaxe est inexorable et retient bon gré mal gré dans les sentiers de la raison les téméraires qui prendraient fantaisie de faire l'école buissonnière aux alentours. Lorsque l'on est obligé de mettre le sujet d'abord, puis le verbe, et en dernier lieu le complément ou l'attribut, on ne saurait, le voulût-on obstinément, mettre le sens devant derrière, ni la charrue avant les bœufs.

Descartes, qui préférait « les idées claires et distinctes », a écrit *le Discours de la méthode* en français; mais Hegel, qui disait : « Il faut comprendre l'inintelligible comme tel », Hegel ne pouvait écrire qu'en allemand. Nous admirons d'ailleurs cette pensée profonde de Hegel, et nous sommes bien marris qu'en français, l'intelligible seul puisse être compris — comme tel, bien entendu.

Nous en sommes confus, mortifiés. Nous sentons cruellement la pauvreté de notre langue, ses limites, son impuissance à exprimer l'inexprimable et à donner le vertige aux petits esprits. Nous nous demandons parfois, avec angoisse (ou avec naïveté), si cette langue de la raison peut être celle de l'idéal. Il nous souvient d'un joli morceau de bravoure sur les pêcheurs de lune, qui était dans le discours de réception d'Edmond Rostand à l'Académie. Nous nous demandons quel est le langage naturel des pêcheurs de lune : est-ce bien le français? N'est-ce pas, au moins, le provençal?

Il nous souvient aussi d'un roman fameux de Jules Verne, qui fit les délices de notre enfance, intitulé *De la terre à la lune*. Ce roman était écrit en français, et même en bon français, sans prétention, d'une gaieté familière. Si Jules Verne avait eu l'idée bizarre d'intervertir l'ordre de ses *terminus* et d'écrire un roman intitulé *De la lune à la terre*, il n'aurait pas pu l'écrire en français. Le français n'est pas seulement une langue, c'est une méthode.

Ce que nous en disons n'est pas pour le dénigrer. En dépit des censeurs qui racontent que nous médisons toujours de nous-mêmes et de ce qui nous appartient, nous avouons volontiers que le français a des qualités, au moins celles de ses défauts. Si l'usage en a semblé parfois contre-indiqué au cours des délibérations, il s'imposera lorsqu'on rédigera le traité *ne varietur* : sinon, il y aura encore de beaux jours pour les chiffons de papier.

Outre que le français est la seule langue du monde où l'on soit toujours sûr de ne pas dire exactement le contraire de ce qu'on dit, elle a des finesses ravissantes, et d'abord bien utiles, des espèces de quart de ton que l'ancien grec lui envierait. La place de la moindre épithète, soit avant ou après le substantif qu'elle qualifie, en change curieusement la valeur et la signification même. M. Camille Saint-Saëns s'est à maintes reprises irrité contre les écrivains qui mettent avant l'adjectif que depuis des siècles nous avons accoutumé de mettre après, et réciproquement. Il a écrit à ce sujet plusieurs lettres.

Mᵉ de Moro-Giafferi a prononcé l'autre jour une phrase qui montre à merveille l'importance de la place occupée par l'adjectif, avant ou après le nom, et qui figurera certainement dans les grammaires de l'avenir. « Un faux témoignage, s'est-il écrié (je n'y étais pas, mais je suppose qu'il s'est écrié), un faux témoignage est un témoignage faux! » Le plaisant est que les jurisconsultes nient cet axiome. Il paraît qu'un témoignage n'est pas nécessairement faux témoignage parce qu'il est faux, et que l'on exige de plus la mauvaise foi ou l'intention de nuire. Voyez comme nous sommes pris nous-mêmes aux finesses de notre parler français! Si elles échappent quelquefois aux étrangers les plus instruits, nous ne devons pas trop nous étonner ni leur en vouloir. Nous n'avons le droit de nous formaliser que s'ils ne se déclarent pas incompétents et s'ils jugent le français d'une façon trop sommaire, comme on assure que cela leur arrive dans les occasions.

La définition du français qui semble malheureusement prévaloir chez quelques-uns même de nos meilleurs amis est fort péjorative. On l'accuse de braver l'honnêteté. Boileau en accusait aussi le latin, mais n'avait garde d'insinuer que ce fût là le caractère essentiel de la langue de Virgile et de Cicéron. Nos ennemis, ou nos amis, généralisent plus hardiment, oubliant que la généralisation imprudente est la source de toute erreur; et je me suis laissé dire que, dans certaines bibliothèques, toute la littérature française est reléguée pêle-mêle à l'enfer.

Nous le déplorons; mais ceux des écrivains français qui mériteraient tout au plus le purgatoire ne vont pas renoncer à leur franc parler, simplement parce que ceux qui les lisent, ou affectent de ne les point lire, manquent de discernement. Ils continueront d'écrire ce qu'ils croient devoir écrire : honni soit qui mal y pense. Quand on veut « mal y penser », on n'est jamais court d'arguments : on les invente. C'est ce que font d'ordinaire, sans se donner la peine de les chercher dans nos livres, ceux qui étaient bien déterminés d'avance à calomnier la dame de Verdun.

ABEL HERMANT.

L'AFFICHE DANS LA CITÉ DE LONDRES

Nous parlions l'autre jour d'une affiche à mettre sous les yeux des Rhénans pour répondre aux mensonges intéressés de ceux qui dénoncent un prétendu annexionnisme français. Il en est une autre que nous voudrions voir placardée à Manchester, à Londres aussi, dans la Cité, même devant le Parlement, pour dissiper des malentendus tenaces que nos amis attrapent malgré eux comme un mauvais air qui court.

Cette affiche dirait à peu près ceci :

« Le commerce de Manchester, les affaires de la Cité se défendent sur le Rhin.

» La liberté des mers britanniques se défend sur le Rhin. C'est pourquoi il faut un Etat rhénan qui n'ait plus rien de commun avec la Prusse. Il faut même au delà du Rhin un *no man's land* militaire. En deçà et au delà du Rhin, jusqu'à l'Ems ou au Weser, ni un soldat, ni une forteresse de la république-empire.

« Quand, sous la Révolution, les Français étaient sur le Rhin, ils plantèrent un mai avec les trois couleurs et cette inscription : « Ici commence le pays de la Liberté. » Tels nous étions, tels nous sommes restés. Ce ne sont pas les Français qui ont asservi et mutilé l'esprit rhénan, fermé les hautes écoles rhénanes, entravé la liberté religieuse. Ce ne sont pas les Français qui ont emprisonné l'archevêque de Cologne Melchers, ni l'évêque de Mayence Ketteler. C'est le Prussien étranger au Rhin, à son histoire, à son peuple. Mais la France ne veut pas être seule sur le Rhin. Elle veut que ce pays, sincèrement libre et se gouvernant lui-même, soit protégé par la Ligue des nations et l'armée des nations. La présence des drapeaux de toutes les puissances autour du drapeau rhénan sera le symbole en même temps que la garantie de la paix pour l'Occident et pour l'Allemagne elle-même.

Cela ne sera que la continuation de l'état de choses actuel, qui a fait ses preuves. Cela est possible, puisque cela est.

« Le régime économique du Rhin sera libre et international. La Grande-Bretagne, qui a intérêt à ce régime, aura à cœur de le garantir! »

Cette franche proclamation serait-elle donc nécessaire? On se le demandera en France avec un profond étonnement. Eh quoi! Après quatre ans de luttes communes et d'expérience de cet ennemi-là, après ce fait saisissant d'une convulsion révolutionnaire qui laisse intacts ces deux centres de guerre et d'attaque, le grand état-major et la chancellerie, cet état-major diplomatique, après la Constitution qui prend figure de plus en plus unitaire, et les discours de Brockdorff-Rantzau qui défend jusqu'au dernier pouce de territoire les rapines séculaires de la Prusse, on ne verrait pas, au delà du canal, que rien d'essentiel n'est cassé dans la formidable machine? Quelques milles marins font donc de la Grande-Bretagne un lieu tellement lointain que ce soit comme un autre monde où aucune des dures réalités du continent ne soit plus visible? Ou bien croit-on, dans ces mille comptoirs et banques d'outre-Manche, dans ces puissantes industries, qu'il ait suffi de prendre la flotte de guerre allemande comme d'un coup de filet, et que désormais, bien tranquilles, on puisse se reposer sur des parchemins, et que de bons arrangements de commerce seront des garanties inviolables? Cette prétendue loi des intérêts coalisée avec cette autre loi du moindre effort coûterait cher à ceux qui la réhabiliteraient après les retentissantes leçons de 1871 et de 1914. Le laissez-faire, laissez-passer politique du vieux parti libéral, en laissant se constituer l'empire allemand, a risqué, pour le Royaume-Uni, la perte de la suprématie navale et lui a finalement coûté le sacrifice d'une guerre sanglante sur le continent. Le Royaume-Uni veut-il, en retombant dans les mêmes errements, être remis un jour en face des mêmes nécessités, cette fois avec une Irlande tout à fait hostile dans le dos, et en plein cœur de l'Angleterre, un parti ouvrier travaillé et internationalisé par la République allemande? Voilà le problème qui se pose et s'impose. On ne l'éludera pas.

Il ne s'agit pas de faire en hâte quelque désastreux compromis, de ceux qu'inspire la funeste méthode de faire de la politique extérieure en regardant chacun son échiquier parlementaire. Il faut voir un peu loin et être courageux.

Notre politique occidentale — France-Italie-Belgique — est solidaire de la Grande-Bretagne, et le problème allemand est à considérer dans toute son étendue. Nous craignons fort que ce ne soit l'erreur constante des Quatre de faire entre les questions et aussi dans une même question des séparations artificielles, et par là, de fausser les résultats.

Le problème allemand ne peut être résolu par fragments; ses diverses parties sont fonction l'une de l'autre. Par exemple, celui de l'armée, avec sa solution provisoirement définitive, est conditionnée par celui des Etats particuliers et de la Constitution dite impériale. Le problème des frontières également : on ne peut envisager séparément une solution occidentale et une solution orientale. Les conditions à faire à l'Allemagne ne dépendent pas seulement de cette forme qu'elle a prise en se mettant en république et derrière laquelle elle s'abrite comme sous un bouclier pour éviter à la fois toute sanction et tout engagement. Son essence, sa nature propre sont-elles changées? Voilà le point. Or il n'y a aucun doute possible : sa passion reste unitaire; sa révolution, pour profonde qu'elle devienne, a, pour l'heure, un puissant contrepoids d'éléments unitaires et nationalistes. Qui l'emportera? Bien hardi celui qui affirmerait : le désordre, le chaos final. Appliquons ici la méthode du pari de Pascal, et disons : quel est le devoir de sûreté, celui qui nous oblige vis-à-vis des morts d'hier et des vivants de demain? Notre union étroite d'abord, mais non pas une Ligue des nations qui soit seulement le gardien des pactes, d'une charte et d'un covenant international et d'une loi d'arbitrage, mais une puissance réelle, toujours prête à repousser une attaque ou à réprimer une infraction à la loi par des moyens efficaces et sérieusement préparés, sur des positions dominantes.

L'une de ces positions est celle du Rhin pour l'Occident. La nature, l'Histoire la désignent perpétuellement comme la garde de vigilance, comme le rempart. Celui qui borde le Rhin tient l'Occident. Cinq invasions, dont la plus récente a amené la force germanique jusque sur le littoral qui fait face à l'Angleterre, sont une série de leçons qu'on n'a pas encore dû oublier après six mois. « Six petits mois... avant que soient usés les souliers de deuil... » Il y a quelques autres endroits encore où se concentrent les défenses nécessaires de l'Europe contre l'action centrale si redoutable de la Germanie une : la Vistule; et c'est pourquoi il y faut une Pologne forte et libre; les Détroits du nord et le canal de Kiel qui, s'ils ferment la Baltique, en font un lac allemand et mettent à la fois la Scandinavie et la Russie sous la domination allemande; les Détroits du sud avec Constantinople, dont la fermeture a entraîné pendant la présente guerre la décomposition de la Russie, l'étranglement de la Roumanie, les désastres de la Serbie, la conduite équivoque de la Grèce, l'impunité de la Bulgarie, la gêne économique de l'Occident, la longue résistance des empires. La Ligue des nations doit avoir sur ces divers points une main et un regard, soit directement, soit par délégation à l'une ou l'autre des puissances alliées; sinon le bénéfice de notre commune lutte d'affranchissement est perdu. Rien alors n'empêche plus l'Allemagne de couper en deux l'Europe et d'en confisquer pour elle le centre en même temps qu'elle pèserait sur tous les petits peuples du Levant. Et il faudrait voir aussi où graviteraient ces nouveaux Etats de Moscovie, d'Ukraine et même de Pologne... C'est le danger de demain qu'on finira par envisager sans doute. Mais à chaque jour son souci : revenons au Rhin.

Sur le Rhin, c'est la Ligue entière qui doit monter la garde. Nous avons été les premiers à le dire ici. Nous croyons que tout ce qui s'est passé et tout ce qui s'annonce nous donne raison. Oui, l'ensemble de la Ligue, et non pas la France seule. Certes, c'était une mauvaise querelle que cherchaient Allemands et internationalistes germanophiles à un peuple qui, en quatre ans et plus, dans l'extrême ardeur de la lutte, n'a pas eu un élan de jactance, n'a parlé que de paix, n'a pas arboré de drapeaux même après la Marne, n'a pas eu une seule fois à la bouche le mot de « gloire », n'a pavoisé que le jour où a été proclamé l'armistice qu'il prenait naïvement pour la paix générale!

Merci à ces puissantes voix de l'opinion anglaise qui font écho à nos appels. Le *Times*, le *Morning Post*, le *Daily Mail*, tant d'autres encore, ne se lassent pas de montrer que l'intérêt politique est le même pour la France et pour l'Angleterre, que c'est la vérité et la voie du salut. Hier encore au Parlement, M. Winston Churchill résumait et appuyait l'opinion des généraux anglais :

« Donnez des vivres à l'Allemagne pour la soustraire au bolchevisme, faites-lui réparer les torts et dommages causés par son gouvernement impérialiste, et cependant montez la garde avec une forte armée britannique et alliée sur le Rhin, pour éviter une traîtrise de sa part et assurer l'exécution par elle de nos justes demandes.

» Ils ont raison, concluait M. Winston Churchill, gardons une armée solide, loyale. »

Et ce disant il ne parlait pas seulement en ministre de la guerre, mais en véritable Anglais, en politique qui voit loin. Il ne veut plus l'ennemi à Anvers et à Ostende. La réalité inexorable se charge de corriger les amis du moindre effort. Mais toujours cette politique désastreuse coûte infiniment plus d'efforts et de sacrifices que si l'on avait fait ce qu'il fallait avec décision, et le jour qu'il fallait. Les circonstances font pour longtemps de nos gouvernements unis des gouvernements de défense nationale. La thèse de l'évacuation des pays rhénans, comme l'abandon de la Russie, de la Pologne, de la Roumanie est trop la thèse de Berlin pour être celle de Londres et de Paris. — *Th. Lindenlaub.*

Journée parlementaire

LA CHAMBRE

SÉANCE DU 16 AVRIL (après-midi)

Les conditions de la paix

Nous avons donné hier, en Dernière heure, le compte rendu de la séance du matin, dans laquelle, interrompant la discussion de la réforme électorale, un débat sur les conditions de la paix avait brusquement surgi. A une heure, la Chambre se séparait après avoir repoussé la demande de comité secret et le renvoi de la suite de la discussion au vendredi, jour réservé aux interpellations.

L'Assemblée a donc repris à trois heures, sous la présidence de *M. Paul Deschanel*, la suite du débat. La clôture en est réclamée. Les socialistes demandent qu'il y ait scrutin public à la tribune : chaque député doit monter en personne à la tribune et déposer lui-même son bulletin dans l'urne. C'est une petite opération, généralement vexatoire et toujours inutile, qui ne fait intervenir dans le vote que les présents et permet de constater la faiblesse numérique des opposants qui la réclament.

Par 212 voix contre 102, la clôture de la discussion est prononcée. Ce qui veut dire que, par une saine tradition, elle recommence et dure deux heures sur les ordres du jour.

Les ordres du jour

Il y en a quatre, qui sont motivés et vont du blâme sévère au blâme discret au gouvernement.

D'autres membres de l'Assemblée réclament le vote de l'ordre du jour pur et simple.

M. Stéphen Pichon, ministre des affaires étrangères, déclare l'accepter.

M. Ernest Lafont, socialiste, repousse l'ordre du jour pur et simple. Le gouvernement s'en contente; mais la Chambre ne saurait en être satisfaite. Le pays saura lui demander des comptes et il ne lui suffira pas alors de se cacher derrière la redingote de M. Pichon.

M. Mistral, socialiste, veut savoir quelle paix on nous prépare et si elle ne contient pas en germe des guerres futures.

M. Mayéras, socialiste, craint que, du train dont vont les pourparlers avec l'Allemagne, la paix complète soit bien longue à être conclue : car il la faudra faire aussi avec l'Autriche, la Hongrie, la Bulgarie et la Turquie.

M. Frédéric Brunet, socialiste, ne veut pas d'une paix de force reposant sur les baïonnettes, mais d'une paix de droit qui libérera les peuples.

Trois déclarations intéressantes, parce qu'elles émanent de trois esprits modérés qui n'ont rien de subversif :

M. Cornudet (gauche démocratique), député de Seine-et-Oise, déclare que, membre de la commission des affaires extérieures, il s'est associé à la demande d'explications adressée au gouvernement :

Je persiste à penser que la méthode est mauvaise, qui consiste à tenir à l'écart les représentants du pays.

Cependant, je voterai la confiance, sous la forme de l'ordre du jour pur et simple, parce que je ne veux pas affaiblir, dans les négociations, la situation des représentants de la France.

M. Lauche. — Votre confiance est conditionnelle. (Très bien! Très bien!)

Le vicomte Cornudet. — Je considère que le gouvernement a une difficile partie à jouer.

Je ne veux pas affaiblir, je le répète, le gouvernement dans sa tâche, mais je déclare néanmoins faire des réserves. (Applaudissements à droite.)

Même thèse de *M. Paul Laffont*, député de l'Ariège, un des douze délégués du groupe radical socialiste qui se sont rendus dimanche chez M. Clemenceau. Il accorde sa confiance, mais exprime des regrets :

M. Paul Laffont. — Au nom de quelques-uns de mes amis et en mon nom personnel, je veux indiquer pourquoi nous voterons l'ordre du jour pur et simple impliquant la confiance au gouvernement. Nous voterons la confiance parce nous estimons...

M. Vincent Auriol. — Parce que M. Clemenceau vous a parlé! (Bruit.)

M. Paul Laffont. — ... qu'il y a intérêt, à l'heure actuelle, à donner au gouvernement toute l'autorité nécessaire pour parler à nos alliés et à nos ennemis et que nous serions mal venus, demain, à lui reprocher de ne pas avoir défendu nos idées si nous avions diminué son autorité après avoir porté au pinacle ceux qui ont pu être ses contradicteurs. (Vifs applaudissements.)

Pour exprimer toute ma pensée, j'ajouterai que je n'approuve pas l'attitude du gouvernement (Mouvements divers.) lorsqu'il a écarté toutes les commissions parlementaires de ses délibérations.

M. Paul Laffont invoque le précédent de 1871, d'ailleurs tout à fait inopérant, comme le fait remarquer avec raison *M. Jean Bon*. Puis il ajoute :

S'il paraît certain qu'aux termes de la Constitution la signature des plénipotentiaires n'aura qu'un caractère provisoire, la paix à intervenir ne sera la paix des peuples qu'à la condition qu'ils puissent examiner et accepter en connaissance de cause la paix signée par leur gouvernement. (Très bien! Très bien!)

Si nous votons aujourd'hui l'ordre du jour de confiance, c'est parce que nous pensons que le Parlement aura toute liberté pour discuter les conditions de paix. (Très bien! Très bien!)

A l'heure où M. Clemenceau a l'honneur de parler au nom de la France, je considérerais comme indigne de moi de diminuer son autorité. (Applaudissements répétés à gauche et au centre.)

M. Fernand-Brun (radical), député du Cantal, fait entendre les mêmes réserves et proteste contre l'interruption du débat sur la réforme électorale :

M. Fernand-Brun. — Je ne suis pas de ceux qu'on puisse accuser d'hostilité systématique au gouvernement.

Cependant le débat s'est ouvert et poursuivi dans des conditions singulières.

Nous discutions la réforme électorale, lorsque nous avons vu surgir dans l'hémicycle M. le ministre des affaires étrangères, que nous n'avons guère l'habitude de voir aux séances du matin.

Nous avons pensé que l'heure était grave et que le ministre nous apportait des renseignements sensationnels.

M. Pichon nous a dit qu'il venait répondre à une interpellation de M. Lebey, et il a insisté pour la discussion immédiate.

Nous pensions que ce débat, provoqué par le gouvernement, allait avoir toute son ampleur.

Il n'en a rien été. Après quelques paroles, M. le ministre, sans avoir apporté aucun éclaircissement, sollicitait de nous un nouveau blanc-seing avec la confiance. (Très bien! Très bien!)

De l'autre côté du détroit, nos collègues anglais ont déjà entendu les explications du premier ministre.

Nous sommes appelés à émettre un vote sur une équivoque et dans des conditions singulières.

Le gouvernement nous place dans cette alternative ou de le renverser et de commettre ainsi un acte peut-être grave, ou bien de voter un blanc-seing les yeux fermés. (Très bien! Très bien!)

Je déplore sincèrement que le débat n'ait pas été renvoyé à une autre séance, et je voudrais que le gouvernement renonçât à nous demander de clore une discussion, qui aurait pu attendre et qui n'a pas calmé nos angoisses. (Applaudissements.)

Quant à *M. Combrouze*, député de la Gironde, il votera la confiance, « les affaires du pays devant bien aller, puisque les socialistes sont très agités aujourd'hui ».

LE SCRUTIN

Par 345 voix contre 121, sur 466 votants, l'ordre du jour pur et simple est adopté.

La journée de huit heures

On va reprendre la réforme électorale? N'en croyez rien. Il n'y a plus que deux ou trois jours de session; ce serait bien le diable si, à force de bourrer l'ordre du jour de projets et de discussions, on n'arrivait pas à rejeter cette gêneuse après les vacances de Pâques.

On entame le projet sur la journée de huit heures.

M. Colliard, ministre du travail, expose, en termes d'ailleurs excellents, l'économie du projet.

Puis on demande le renvoi à ce matin.

M. Dessoye, rapporteur, *M. Varenne*, président de la commission du suffrage universel, se fâchent : oui ou non, veut-on finir la réforme électorale?

M. Albert Thomas demande une séance de nuit pour en terminer avec la loi sur la journée de huit heures : « Que vous commencerez, dit *M. Maurice Sibille*, en infligeant la journée de douze heures au personnel de la Chambre. »

Finalement, on décide de continuer et d'achever ce matin et cet après-midi, toute affaire cessante, la journée de huit heures.

L'enquête sur la métallurgie

AUDITION DU GÉNÉRAL DE CASTELNAU

La commission d'enquête a entendu hier le général de Castelnau, qui fut au début de la guerre commandant d'armée, puis fut nommé commandant de groupe d'armées.

La question suivante était posée au général de Castelnau : « Des mesures ont-elles été envisagées ou prises pour protéger le bassin de Briey, et quelles sont ces mesures? »

Le général de Castelnau a répondu :

J'ai été appelé aux fonctions de sous-chef d'état-major en août 1911; j'ai quitté ce poste en décembre 1913. A partir de cette date, je me suis exclusivement occupé des inspections qui m'ont été confiées comme membre du conseil supérieur de la guerre jusqu'au jour où j'ai pris le commandement de la 2ᵉ armée, mobilisée le 6 août 1914. Je ne puis donc vous renseigner sur la question de Briey que dans la limite des faits qui se sont produits pendant mon séjour de deux ans environ à l'état-major de l'armée.

Ne serait-ce que par égard pour la commission, je ne puis pas me contenter de répondre par une simple affirmation ou une simple négation, il convient que j'en apporte les preuves.

En posant la question que vous formulez, vous évoquez devant vous le grave problème du plan de guerre et particulièrement du plan de concentration et du plan de couverture de nos forces, tel qu'il avait été

FEUILLETON DU *Temps*
DU 18 AVRIL 1919

LA MUSIQUE

A l'Académie nationale de musique : la mise en scène de *Castor et Pollux*.

J'achève aujourd'hui l'étude commencée sur la mise en scène de *Castor et Pollux* à l'Opéra. Dans mon dernier feuilleton, je vous ai exposé l'argument que les partisans de cette mise en scène tirent de son exacte ressemblance avec celle d'autrefois, et j'ai essayé de vous en montrer la faiblesse et la fausseté. Un second argument, qui plaît à des personnes subtiles, est celui-ci : « Vous trouvez, disent-elles, que *Castor et Pollux* n'est pas émouvant à l'Académie nationale de musique? Mais il ne doit pas l'être; et s'il l'était, il aurait tort. Le propre de l'opéra de Rameau, et de l'opéra français au dix-huitième siècle, ce n'est pas d'exprimer les passions tragiques, mais de former un spectacle agréable; ce n'est pas d'exciter des émotions fortes, mais d'offrir un divertissement élégant et harmonieux, où la récréation des yeux a la plus grande part. Voilà bien ce que nous offre le *Castor* de l'Opéra; et ce faisant, il fait tout justement ce qu'il doit. » Cette théorie est présentement fort à la mode : elle n'en vaut pas davantage pour cela. Qu'au dix-huitième siècle on ait tenu l'opéra pour un pur divertissement, des témoignages sans nombre prouvent qu'il n'en est rien; il faut me borner à en choisir quelques-uns. Et d'abord, demandons à Rameau lui-même son avis. Ce grand taciturne ne s'est pas répandu en confidences sur sa personne ni sur son œuvre. Cependant deux lettres qu'il écrivit, la première à Houdart de La Motte, en 1727, la seconde en 1744 à un jeune compositeur, nommé Mongeot, laissent apercevoir comment il concevait son art. A La Motte, qui lui reprochait d'avoir trop de science pour faire de bonne musique théâtrale (on voit par là que cette sottise, dont on a fait de nos jours un si fréquent usage, avait déjà cours il y a deux siècles), il répond qu'il n'est pas absorbé dans le savoir au point « d'y sacrifier tout, le bon sens, le sentiment, l'esprit et la raison »; que l'étude des combinaisons des notes ne lui fait pas « oublier leur liaison intime avec le beau naturel »; il souhaite pour le théâtre « un musicien qui étudie la nature avant de la peindre », et qui comprenne le rapport « des couleurs et des nuances » avec « les expressions nécessaires »; il parle à La Motte d'ouvrages qu'il pourrait lui faire entendre, et « où vous reconnaîtriez, lui dit-il, si je sens ce que je veux exprimer ». Dans ces lignes, et dans le reste de la lettre, il n'est question que d'expression: nulle part de récréation des yeux. Au jeune Mongeot, qui lui demande conseil pour faire un opéra, il écrit: « Il faut avoir longtemps étudié la nature, pour la peindre le plus au vrai qu'il est possible... Il faudrait, avant que d'entreprendre un si grand ouvrage, en avoir fait de petits, des cantates, des divertissements, et mille bagatelles de cette sorte qui nourrissent l'esprit, qui échauffent la verve, et rendent insensiblement capable des plus grandes choses... J'ai suivi le spectacle depuis l'âge de douze ans, je n'ai travaillé pour l'Opéra qu'à cinquante ans, encore ne m'en croyais-je pas capable; j'ai hasardé, j'ai eu du bonheur, j'ai continué... » Ici le mot de divertissement est prononcé, mais pour être opposé aux « grandes choses »; et à travers la gravité abstraite du langage, on voit quelle idée haute et forte Rameau se faisait du théâtre lyrique.

Après le maître lui-même, voulez-vous entendre un autre musicien? Voici comment Daquin parle du trio des Parques dans *Hippolyte et Aricie* : « Ce trio affecte tellement les sens que les cheveux se hérissent : il n'y a point de terme pour rendre tout l'effet qu'il produit : c'est au-dessus de l'agitation, de l'effroi, de la terreur; il semble que la nature s'anéantisse et que tout aille périr. » Ecoutez maintenant un littérateur. Dans ses *Lettres turques*, qui parurent en 1750, à l'époque où Rameau régnait sur notre scène musicale, Saint-Foix montre son héroïne Rosalide beaucoup plus émue de l'opéra que de la tragédie : « Cette suite, ce mélange, cette succession variée de sons pour peindre la haine, l'amour, la jalousie, la fureur et la vengeance, donne de la force, de la chaleur, de l'énergie et une nouvelle expression aux paroles; en un mot, il me semble qu'à l'Opéra j'aurais été affectée, quand même je n'aurais pas entendu le français; et qu'au contraire à la tragédie où l'on m'a menée, je n'entendais le français que pour être choquée du langage peu naturel qu'on y parlait. » Et pour finir, appelons aussi les acteurs à nous donner leur opinion : dans les *Mémoires* de la tragédienne Dumesnil, précisément à propos de *Castor et Pollux*, on rappelle le souvenir de Sophie Arnould, qui était « si touchante au tombeau de Castor », et qui « nous arrachait plus de larmes en jouant Télaïre, que Mlle Clairon n'en a jamais fait verser dans tous ses rôles... » Parcourez la collection des gazettes de l'époque, vous y trouverez cent passages pareils à ceux-ci : la beauté musicale et l'émotion tragique, voilà ce qui, au sentiment des contemporains, caractérisait l'opéra de Rameau; nous sommes bien loin de l'indifférent et superficiel plaisir qu'on nous propose, du spectacle de costumes, de paniers et de coiffures dont l'Opéra fait le principal de sa représentation. Pour le public du dix-huitième siècle, *Castor et Pollux* n'était ni du décorateur, ni du machiniste, ni du costumier, ni du plumassier : il était de Rameau, de Rameau seul, et de nul autre. Pour les spectateurs d'aujourd'hui, de qui croyez-vous que soit *Castor*? De Rameau? Personne n'y songe : il est du dessinateur des costumes, du peintre des décors, du directeur du théâtre, de tout le monde, hormis de son véritable auteur, rejeté au dernier rang par ses collaborateurs indiscrets. Faisons, si vous le voulez, un rapprochement. Dans les représentations du *Marchand de Venise* que nous a données M. Gémier (représentations où pourtant on avait apporté beaucoup de changements au texte de la pièce, tandis qu'on n'en a pas apporté au texte de *Castor*), personne aurait-il imaginé d'attribuer la moindre part de ce *Shylock* au couturier, au perruquier, ou au décorateur? Non : au théâtre Gémier, le *Marchand de Venise* est de Shakespeare, partout présent et souverain. C'est que M. Gémier, si librement qu'il ait agi avec la lettre du drame, en a passionnément exprimé l'esprit; c'est qu'il a mis tout son effort à servir le génie de Shakespeare. L'Opéra ne s'est pas un instant soucié du génie de Rameau : du commencement à la fin, il a commis le péché contre l'esprit, pour lequel il n'est pas de pardon.

De ce péché, l'influence maligne est répandue dans toutes les parties de la représentation. L'orchestre, dont le rôle pourrait être si vivant et si beau, l'orchestre joue les notes, et ne fait rien de plus; il les joue médiocrement, pauvrement, sans expression, sans couleur et sans style; jamais il ne dessine le contour d'une mélodie, ne marque l'accent d'un rythme, ne nuance les inflexions d'une phrase musicale; il n'a pas un moment d'énergie, ni de douceur, ni de profondeur, ni de légèreté, mais un perpétuel *mezzo-forte*, qui accompagne de sa sonorité indifférente le spectacle des costumes et le chant des héros emplumés. Tant de panaches sur la scène, et si peu dans la musique? Il y a quelque chose de dérangé dans le royaume de l'Opéra. Où sont ces grands accords, ces puissantes attaques des cordes, qui faisaient à l'Académie royale, dans les mêmes ouvrages, la gloire de l'orchestre d'autrefois ? On en chercherait en vain le plus faible écho dans l'orchestre d'aujourd'hui. A la vérité, ce n'est pas sa faute, et moins encore celle du chef excellent qui le dirige; M. Bachelet est un des plus remarquables musiciens de notre temps, et l'auteur de ce beau drame de *Scemo*, auquel assurément on ne saurait reprocher de manquer de force ni d'émotion; mais que peuvent, si le travail ne leur est permis, le meilleur chef et les meilleurs instrumentistes du monde ? Pour *Castor et Pollux*, l'Opéra leur a accordé *une* répétition d'orchestre; je dis une : tout juste le temps de lire la partition. L'Opéra pense sans doute que c'est assez pour une œuvre aussi simple que *Castor*; il pense fort mal. Ce sont les partitions modernes surchargées de notes et d'instruments, où tout est non seulement exprimé, mais souligné, qui se laissent interpréter facilement; il suffit d'exécuter ce qui est écrit. Chez Rameau, comme chez presque tous les anciens maîtres, cette exécution matérielle n'est rien. L'expression est sobre et résumée; il y a peu de notes, mais chacune a un sens, et il faut le lui donner; il faut une interprétation qui s'attache et se plie à tous les mouvements de la ligne musicale, qui sache se modeler et se sculpter pour ainsi dire sur son contour si net, si précis, à la fois si souple et si serré, qui n'en néglige aucune inflexion, aucun accent, aucune intention, sous peine de perdre en même temps contact avec la pensée et le sentiment; enfin une interprétation aussi suivie, aussi nuancée, aussi creusée que la diction d'un grand acteur déclamant une scène de Racine. Si l'on vous joue les notes de Rameau, sans y mettre ce qu'elles signifient, *Castor* n'est qu'un exercice de solfège; si l'on se borne à vous dire les mots de Racine, *Phèdre* devient une récitation d'école. Encore le grand acteur n'a-t-il à compter qu'avec lui seul; et pourtant que de soins ne prend-il pas? Les musiciens d'orchestre sont soixante, ou davantage : quelle étude croyez-vous qui leur soit nécessaire, quel travail en commun sous la direction du chef, quelle longue collaboration d'intelligence et de sensibilité, pour obtenir cette compréhension et cette éloquence unanimes, sans lesquelles la musique de Rameau reste lettre morte aux interprètes comme aux auditeurs? C'est à une tâche si difficile que l'Opéra prétend satisfaire par son unique répétition : parcimonie dérisoire, et que nulle raison ne peut justifier. Les répétitions coûtent cher? Soit: mais les plumes aussi. « Mille huit cent trente-deux livres à votre plumassier », dit à Dorante le Bourgeois gentilhomme. Combien de livres à celui de l'Opéra? J'en ignore le compte; quel qu'il soit, mieux vaudrait qu'il fût plus réduit, et qu'on eût employé en répétitions une partie au moins de la dépense qu'on a faite en panaches. Car l'Opéra s'appelle Académie nationale de musique, et non de plumasserie.

Les interprètes ne méritent aucun blâme. Mme Germaine Lubin chante avec une correction parfaite les airs de Télaïre; M. Laffitte, qui représente Castor, est exact et consciencieux comme à son ordinaire; M. Lestelly prête au rôle de Pollux un timbre naturellement chaleureux; la voix de M. Gresse possède l'ampleur qui convient à Jupiter, et celle de Mlle Laval est d'une fraîcheur charmante. Ce n'est pas leur faute, à eux non plus, s'ils ne sont pas les interprètes qu'ils auraient pu être, s'ils semblent étrangers et comme extérieurs à l'œuvre qu'ils représentent; s'ils débitent leurs récitatifs avec une précipitation monotone, comme des récitatifs à l'italienne, dont le récit de Rameau, divers, nuancé, sans cesse mêlé d'éléments lyriques et mélodiques, est exactement le contraire; s'ils ne donnent à leurs chants ni le sentiment fort et profond, ni l'accent de grandeur tragique qu'il faudrait; si Télaïre ne nous arrache pas de larmes comme elle faisait au temps de Sophie Arnould; si la scène sublime où Pollux supplie Jupiter de lui retirer son immortalité et de permettre qu'il meure pour son frère n'émeut personne et passe inaperçue du public (1) : non, ce n'est en vérité pas leur faute. C'est la faute de l'esprit qui règne sur ces représentations de *Castor* : esprit qui impose à tout le théâtre l'opinion que le spectacle seul importe, que l'œuvre est négligeable et fastidieuse, et qu'on perdrait sa peine à vouloir lui prêter de l'intérêt. C'est la faute des habits extravagants dont les personnages sont affublés, qui leur interdisent toute action dramatique, toute attitude expressive, et sous lesquels ils ne peuvent pencher la tête ou lever le bras sans avoir l'air de marionnettes, ni faire un mouvement énergique ou rapide sans risquer le ridicule. Ils sont condamnés à rester immobiles, figés dans leurs étranges carapaces, incapables d'exprimer le drame, et non moins incapables d'exprimer la musique, parce que l'acteur lyrique a besoin du geste pour animer sa diction et sa voix... Les artistes de la danse sont mieux partagés que ceux de l'orchestre et du chant. Mieux que l'orchestre, car on ne leur a pas ménagé le travail et les répétitions. Mieux que le chant, car ils n'ont point à représenter de passions tragiques, pour lesquelles ils seraient gênés par leurs costumes; et d'ailleurs ces costumes, nécessairement allégés et assouplis, ne conservent de singularité que ce qui sied à un ballet pour amuser les regards. Mlle Aïda Boni les enchante par la grâce qui est naturelle à chacun de ses mouvements; Mlle Marthe Lequien, Mlle Schwarz, Mlle Johnsson et leurs compagnes illustrent de leurs pas élégants et précis les rythmes de Rameau : et l'on doit à leur art charmant tout le plaisir de la soirée.

Mais la musique et le drame ne sont pas les seules victimes : la prédilection dont l'Opéra est possédé pour une petite partie de la mise en scène, celle qui regarde les coiffures et les costumes, l'a conduit à cette extrémité d'en sacrifier le reste, qui est le principal. Vous savez quelle était, dans la tragédie lyrique française, l'importance des apparitions des dieux : le plus fastueux appareil de machines les entourait, et le caractère de la musique y répondait à celui de la décoration. Jupiter apparaît deux fois dans *Castor* : la première, c'est à la scène avec Pollux dont je viens de parler, où le héros obtient de son père le droit de mourir. Pour que cet admirable débat, si pathétique d'une part, si imposant de l'autre, ait son éloquence et son effet, qui ne voit que les deux personnages doivent être réellement présents et vivants sous nos yeux, se parler face à face et cœur à cœur? (2) L'Opéra ne s'en est pas avisé; Jupiter se laisse entrevoir au travers d'un mur, dans un salon Louis XV; et c'est de là, inerte, lointain et vague derrière une toile, qu'il parle à Pollux, non moins inerte que lui : il n'y a ni grandeur dans le tableau, ni émotion possible dans le dialogue. La seconde apparition de Jupiter veut plus de splendeur encore : elle forme le dénouement de l'œuvre, et le dieu souverain y prononce le plus superbe discours musical qui soit dans notre art d'autrefois. Il devrait trôner au centre du théâtre, dans le triomphe de sa toute-puissance; et l'on ne conçoit pas même qu'il puisse en être différemment. Voici pourtant ce qu'a imaginé l'Opéra : il relègue son Jupiter au coin de la scène, et le juche sur une sorte d'étroit escabeau, semblable à ces chaises portatives qu'en Angleterre les prédicateurs en plein air dressent à l'angle des carrefours, et replient lorsqu'ils ont achevé leur prêche. Ne pensez pas que j'exagère : c'est exactement ce qu'on voit ici : quand Jupiter a fini de chanter, l'escabeau qui le soutient se retire vers la coulisse. Belle majesté pour le maître du monde, et digne conclusion d'un magnifique ouvrage. C'en est fait; de tout ce que nous devions attendre du chef-d'œuvre de Rameau, de tout ce qui est véritablement en lui, et que la lecture de la partition fait éclater aux yeux et aux esprits, l'Opéra ne nous a rien donné.

A cette somme de griefs, on répond volontiers que l'Opéra a fait un grand effort, auquel il convient de rendre hommage. Je ne m'y refuse assurément pas, et l'hommage qu'on réclame, je l'ai rendu tout d'abord. Cependant il faut s'entendre. Si réel qu'il soit, cet effort porte à faux; et lorsque notre principale scène lyrique revient, après un intervalle de quatre années, à une existence et à une activité régulières, il est fâcheux de la voir s'abandonner si complaisamment à l'erreur. En ce temps où nous avons besoin, plus que nous n'avons jamais eu, de faire la revue de nos forces nationales, de celles de la pensée et de l'art aussi bien que des autres, c'est manquer à la musique de France que de la diminuer ainsi, de réduire un de ses chefs-d'œuvre les plus nobles et les plus profonds à n'être qu'une exhibition d'habits de théâtre, et une curiosité pour les yeux. C'est lui manquer autant qu'on manquerait à la tragédie française si l'on prétendait, Racine étant inconnu du public d'aujourd'hui, nous révéler *Phèdre* en imitant l'appareil extérieur d'une représentation à l'hôtel de Bourgogne. Oui, l'Opéra a fait un effort : un grand effort de costumes, et de plumes un plus grand encore. Mais un très petit effort de poésie, un infiniment petit effort de musique. Pourtant c'est de poésie, c'est de musique qu'il s'agit; et voilà tout le défaut de ce *Castor et Pollux* : si son ramage se rapportait à son plumage!

PIERRE LALO.

(1) Je rappelle que, non plus au dix-huitième siècle, mais en notre temps à Montpellier, ces deux scènes, parmi beaucoup d'autres, ont produit une impression foudroyante.

(2) Il y a une ressemblance singulière entre Pollux et Brunnhilde, qui par pitié renonce elle aussi à sa divinité; et Wotan parle comme Jupiter.